

A travers les mobilisations autour du 25 novembre, et à quelques mois de la Présidentielle, **#NousToutes appelle à changer en profondeur les politiques publiques de lutte contre les violences**. Nous en avons assez des gadgets ou des opérations de communication. Nous avons besoin de moyens financiers et de mesures ambitieuses de prévention.

Les violences sexistes et sexuelles existent à tous les âges, dans tous les milieux, toutes les entreprises, toutes les familles. Les politiques publiques doivent toucher tous les âges, tous les milieux, toutes les entreprises, toutes les familles.

Le 99ème féminicide, à Saint Joseph, a montré une nouvelle fois la façon dont les femmes victimes étaient prises en charge par les forces de l'ordre ou la justice. Lise May a été assassinée par son ex-conjoint après avoir porté plainte à plusieurs reprises contre lui. Les forces de l'ordre ne l'ont pas prise au sérieux. Lise May était en danger, personne ne l'a protégée. **En novembre 2019, les services du ministère de la justice avaient rendu publique une étude réalisée sur 88 féminicides ou tentatives de féminicides. Dans 65% des cas, la police ou la justice avait été saisie. Quand la justice avait été saisie, dans 80% des cas, les plaintes avaient été classées sans suite.**

Les solutions existent pour en finir avec les violences sexuelles, qu'elles visent les femmes ou les enfants. Depuis des années, elles sont sur la table. Le gouvernement refuse de les mettre en place. Ces mesures demandent des moyens conséquents : le Haut Conseil à l'égalité recommande de mobiliser 1 milliard d'euros.

- Nous avons besoin dès l'école primaire, puis au collège, d'un brevet de la non-violence sur le modèle du brevet de la sécurité routière, obligatoire.
- Tous les professionnel·le·s en contact avec des femmes victimes doivent être formé·e·s de manière systématique : enseignant·e·s, magistrat·e·s, policier·e·s, gendarmes, professionnel·le·s de santé, notamment de la santé au travail.
- L'obligation de prévention du harcèlement sexuel au travail doit devenir une réalité. L'emploi des femmes victimes doit être protégé conformément aux engagements de la France dans la convention internationale de l'OIT.
- Les associations qui accueillent les femmes au téléphone ou physiquement manquent de moyens. Nous n'avons pas assez de places d'accueil pour les femmes victimes.
- Les personnes trans ou les personnes LGBTQIA+ sont particulièrement la cible de violences sexuelles. Les politiques publiques aujourd'hui les ignorent.

Nous serons mobilisé.e.s le **25 novembre**. Rendez-vous à **18h devant la préfecture de Montauban** pour marcher ensemble contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous vous invitons à une **conférence de presse mercredi 17 novembre à 18h au siège de la CGT**, 17 rue d'Albert, à Montauban.

Le collectif #noustoutes82.

